

Arrêté n°2019- 39

**Relatif à l'autorisation de prises de vue et de son et de survol
accordée à la société Vià ATV
sur la forêt marécageuse de Golconde, le Grand cul-de-Sac marin
et la Soufrière classés en cœur du parc national**

Le directeur de l'établissement public du Parc national de la Guadeloupe,

Vu le code de l'environnement, et notamment son article L.331-4-1 ;

Vu le décret n°2009-614 du 3 juin 2009 pris pour l'adaptation de la délimitation et de la réglementation du Parc national de la Guadeloupe aux dispositions du code de l'environnement issues de la loi n° 2006-436 du 14 avril 2006, et notamment ses articles 15 et 16 ;

Vu le décret n°2014-48 du 21 janvier 2014 portant approbation de la charte du Parc national de la Guadeloupe, et notamment les modalités 23 et 28 de son annexe 2 relative aux modalités d'application de la réglementation dans le cœur du Parc national de la Guadeloupe ;

Vu la demande de la société Vià ATV, domiciliée Habitation La Trompeuse Zone de Californie II - 97232 Le Lamentin - Martinique , représentée par Mme Marie Tricot, exerçant les fonctions de rédactrice en chef adjointe, domiciliée 288, route de redoute, 97200 Fort de France pour le tournage d'un reportage pour le journal de 20h de TF1.

Considérant la fragilité des milieux naturels sur la forêt marécageuse de Golconde, le Grand cul-de-Sac marin et la Soufrière, l'image et le caractère du Parc national et donc la nécessité d'encadrer les prises de vue et de son réalisées dans le cadre d'une activité professionnelle ou à but commercial.

Décide,

Article 1 : Autorisation

La société Vià ATV est autorisée à survoler et réaliser des prises de vue et de son en cœur du Parc national dans les conditions cumulatives suivantes :

1° Absence d'utilisation de tout moyen ou chose qui est de nature à déranger les animaux ou à troubler le calme et la tranquillité des lieux ;

2° Absence d'évocation directe ou indirecte de pratiques, d'usages ou d'activités contraires :

- à la réglementation en vigueur ;
- aux objectifs de protection définis dans la charte ;
- au caractère du parc national ;

3° Signalement au public d'images ou de sons pris dans le cœur du parc national de la Guadeloupe avec l'autorisation de l'établissement public du parc national ;

4° Remise à l'établissement public du parc national d'un exemplaire des documents réalisés.

Article 2 : Modalités du survol

A définir sur place en fonction des conditions climatiques avec les agents du Parc national accompagnant les sorties.

Article 3 : Modalités des prises de vue et de son
caméra, drone

Articles 4 : Période

Lundi 8 juillet au jeudi 11 juillet

Article 5 : Lieux

Forêt marécageuse de Golconde, îlets du Grand cul-de-Sac Marin et Soufrière

Article 6 : Clause de résiliation

Toute infraction commise dans les espaces classés en cœur du Parc national par le bénéficiaire de l'autorisation, ses prestataires et ses accompagnants, pourra conduire à la suspension ou à la résiliation de l'autorisation.

Outre les clauses du présent arrêté, le prestataire doit notamment respecter et faire respecter par ses prestataires et ses accompagnants les prescriptions relatives à la protection de la faune, de la flore, des milieux naturels et du caractère du Parc national.

Article 7 : Poursuites

Toute infraction aux dispositions du présent arrêté expose le bénéficiaire de l'autorisation à des poursuites pénales et civiles, notamment pour réparation des atteintes et préjudices causés à la biodiversité, à l'image et au caractère du parc national.

Article 8 : Assurance

L'établissement Parc national de la Guadeloupe décline toute responsabilité en cas d'accident survenant dans le cadre des prises de vue et de son. La société Vià ATV prendra soin de souscrire les assurances couvrant les risques liés à cette activité.

Article 9 : Exécution

Le Chef de service «communication» est chargé de l'exécution de la présente autorisation.

Article 10 : Publication

La présente décision sera notifiée à l'intéressé et publiée au recueil des actes administratifs de l'établissement public du Parc national de la Guadeloupe.

Fait à Saint-Claude, le 5/07/2019

La directrice adjointe

Mylène Musquet



PUBLIÉ LE :

23 JUL. 2019

Délais et voies de recours – La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.